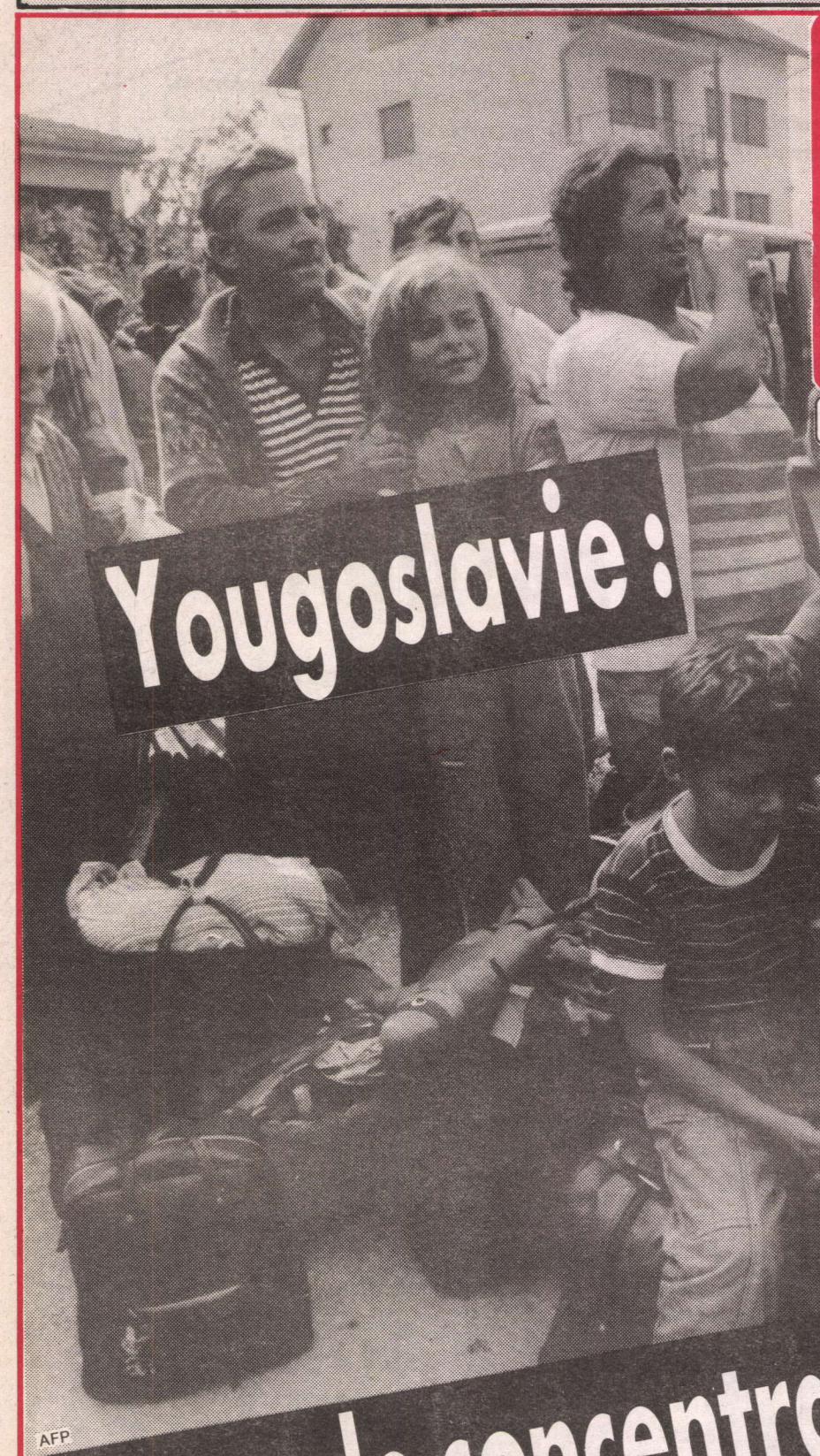
ISSN 0024-7650

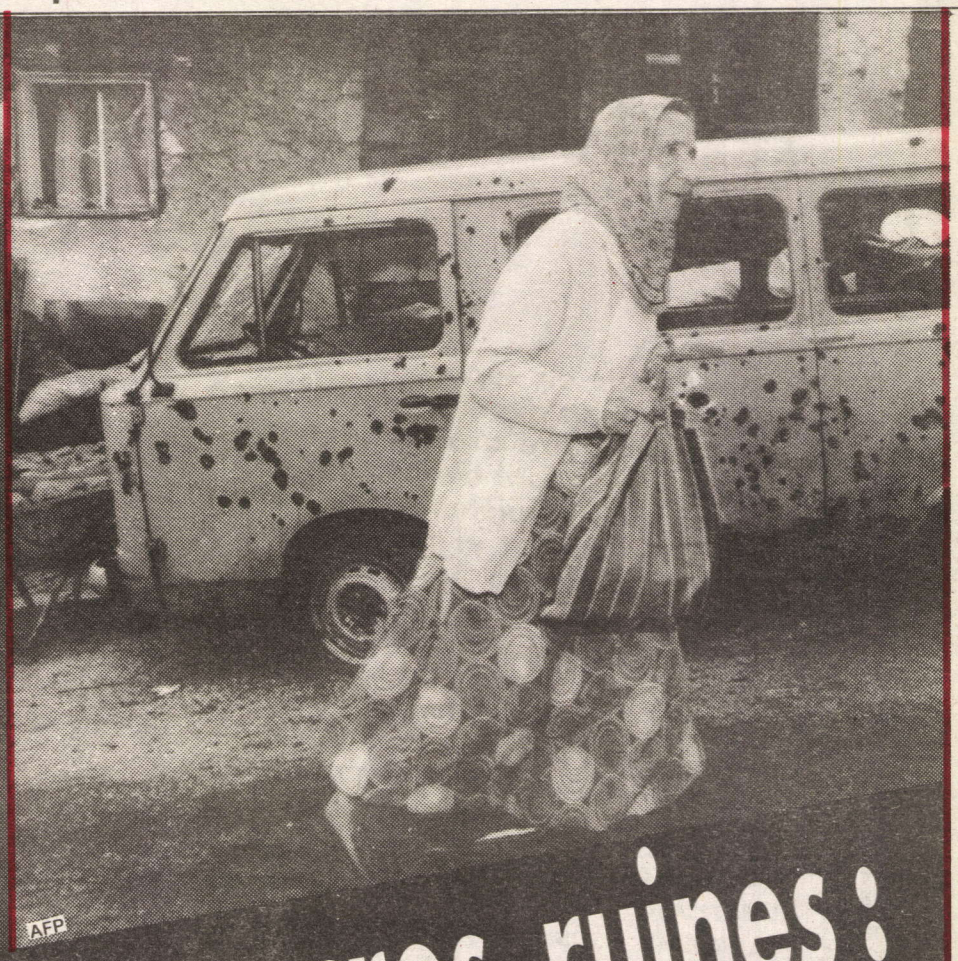
le 20 septembre, ne tombons pas dans le piège du référendum :

Ni en compagnie de Mitterrand, Chirac, Giscard.
Ni avec Marchais, Chevènement, Le Pen, Pasqua.

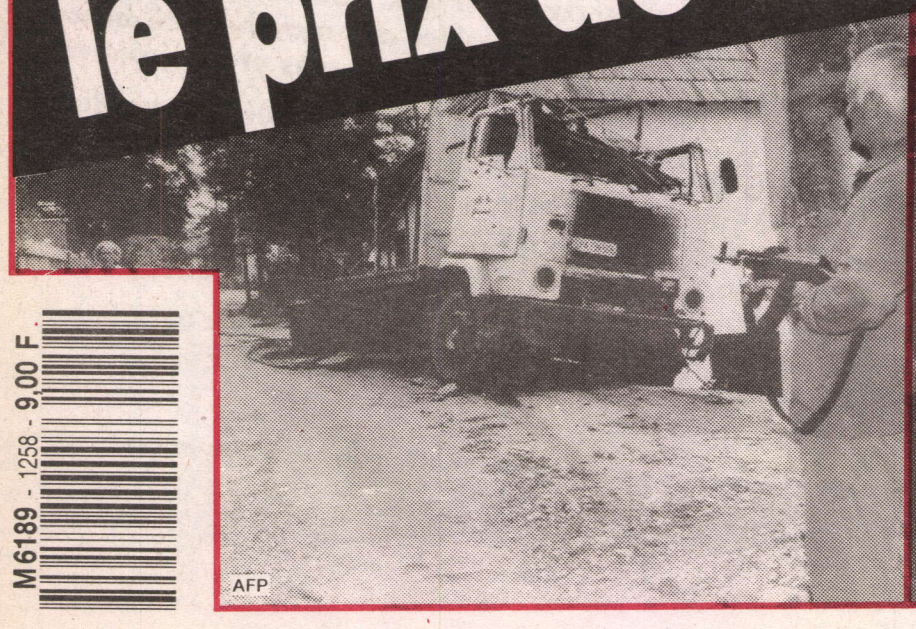
lutte ouvrière

Hebdomadaire - paraît le vendredi - N° 1 258 - 7 août 1992 - prix : 9 F





camps de concentration, massacres, ruines : le prix de la haine nationaliste



M6189 - 1258 - 9,00 F

Le 20 septembre, ne tombons pas dans le piège du référendum :

"Dis-moi oui, dis-moi non, dis-moi oui ou non"...

A ce référendum du 20 septembre prochain, dont on nous annonce solennellement que le compte à rebours a commencé - seulement sept semaines nous en séparent -, nous, les travailleurs, n'avons vraiment pas envie de répondre aux avances de politiciens qui se font décidément trop insistants. Ils s'inquiètent et se paniquent, commandent et publient sondages sur sondages pour savoir où en sont les "oui" et où en sont les "non." Où en sont les "je ne sais pas", les "peut-être" ou les "je ne sais plus". Sans compter qu'eux non plus ne savent plus très bien où ils en sont, et plus précisément qui en est où, dans leur propre parti.

Alors dire oui à Bérégovoy et Mitterrand ? Dire oui à ces socialistes bourgeois usés qui , inlassablement, depuis des années, égrènent et renforcent les mesures anti-ouvrières qui nous valent de n'avoir jamais été si nombreux au chômage, si nombreux avec un travail temporaire ou partiel, si nombreux avec une couverture sociale qui s'effiloche et un budget familial en déficit, et si nombreux aussi, avec des illusions trahies et des espoirs perdus ?

Leur dire oui, c'est leur accorder nos félicitations. Et ce n'est vraiment pas aux travailleurs qui font durement les frais de leur politique, de leur permettre de rester sur le podium. Sans compter que leur dire oui à eux, c'est dire oui à Giscard, oui à Chirac, et à un tel lot de ministres et d'anciens ministres que c'est cautionner - d'un seul coup d'un seul - tous les gouvernements qui nous ont floués depuis vingt ans au moins.

Alors dire non ? Ce n'est guère mieux. Car cette fois - d'un seul coup d'un seul - c'est répondre simultanément aux avances de Georges Marchais et à celles de Jean-Marie Le Pen, Jean-Pierre Chevènement, Maurice Couve de Murville, Philippe Séguin, Charles Pasqua et Michel Debré. C'est satisfaire tout l'éventail politique ! C'est-à-dire immanquablement en voir ensuite de toutes les couleurs.

Et les dirigeants du Parti Communiste se fichent vraiment de nous, quand ils nous assurent qu'ils vont pouvoir comptabiliser les bulletins qui seraient pour eux, de ceux qui seront pour Le Pen. On se demande bien comment. Et on les voit d'ici, tous autant qu'ils sont, pour peu que les non l'emportent, se féliciter... qu'il y ait 50 % de communistes en France ? Ou 50 % de racistes imbéciles ? Ou quoi ?

N'en déplaise à ces politiciens, c'est à l'école primaire, il y a longtemps, qu'on nous a appris qu'l ne faut pas additionner les pommes et les poires, sinon on fait de la mélasse !

Alors nous ne sommes tenus de dire ni oui ni non, à qui que ce soit. Un référendum, ce n'est pas une consultation populaire démocratique. Tout au contraire. C'est une roublardise bien connue des dictateurs ou des politiciens sans scrupule, un "truc" pour se faire plébisciter, précisément pour faire dire aux gens le contraire de ce qu'ils pensent. Si le bulletin de vote peut à l'occasion servir à quelque chose, ce n'est que dans la mesure où il permet de dire ce qu'on pense, tout ce qu'on pense et rien d'autre.

Et l'Europe dans tout ça ? Ils nous disent qu'ils s'y intéressent, mais ils s'y intéressent moins que nous. Et leur Europe n'est pas la nôtre.

Les bourgeois et partisans de l'ordre impérialiste ont vraiment peine à imaginer, et a fortiori à vouloir, un continent sans frontières, sans monnaies nationales, sans hymnes, ni drapeaux, sans flonflons nationalistes. Ce qu'ils s'efforcent de construire, depuis bientôt quarante ans, c'est seulement un continent qui soit la meilleure arène possible pour leurs capitaux et leurs marchandises - forces de travail incluses. Un continent où il y ait les mêmes TVA, les mêmes autoroutes à péage, les mêmes fromages à pâtes molles, les mêmes diplômes de notaires ou les mêmes Mac Donald. Une prétendue Europe pour mieux réglementer, favoriser, exciter, moraliser - disent-ils - la concurrence capitaliste et l'accumulation des capitaux. Et quand on regarde les affiches publicitaires des socialistes par exemple, on voit qu'ils veulent une Europe qui serait plus forte... contre les Américains ou les Japonais. Plus forte économiquement, puis un jour plus forte militairement ? Car il arrive parfois que la concurrence, pour se tailler des marchés, ait besoin du recours aux armes et aux guerres.

Alors les travailleurs la veulent, l'Europe sans frontières. Et même une planète sans frontières, qui ne sera plus quadrillée en 172 Etats !

Mais que sera cette Europe-là ?

Ce que le mouvement ouvrier redevenu internationaliste en fera.

NI, EN COMPAGNIE DE MITTERRAND, CHIRAC, GISCARD NI AVEC MARCHAIS, CHEVÈNEMENT, LE PEN, PASQUA

L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

Yougoslavie

Camps de concentration, massacres, ruines :

LE PRIX DE LA HAINE NATIONALISTE

AFP

Qu'il y ait maintenant des camps de concentration dans l'ex-Yougoslavie, que des nationalistes cherchent au nom de la "purification ethnique" à faire disparaître des populations entières de certains territoires, on ne peut que trop malheureusement le croire. Même si la Croix Rouge Internationale ou les responsables politiques des pays occidentaux disent en attendre encore la confirmation formelle.

Depuis plus d'un an que la guerre fait rage entre les nationalités qui composaient la Yougoslavie, ce ne sont pas les horreurs qui ont manqué. Villes en ruines dans lesquelles tentent de survivre des populations terrorisées, massacres de civils dont les cadavres s'ajoutent à ceux des combattants, cortèges de populations déplacées. Plus de deux millions de réfugiés au total ont dû fuir loin de leurs habitations et de leurs moyens d'existence. Et puis donc, ces camps de prisonniers, camps de regroupement, camps de concentration, où la vie d'un être humain ne pèse forcément pas lourd.

Pendant quarante cinq ans, depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, les peuples de cette Yougoslavie, née seulement au lendemain de la Première Guerre mondiale, ont vécu relativement en paix, mais sous la dictature du régime instauré par Tito. Tito avait réussi mieux que par le passé à unifier la Yougoslavie, en s'appuyant sur une commune volonté de toutes les nationalités yougoslaves de ne pas subir une oppression étrangère, d'abord par la lutte pour la libération contre la féroce occupation militaire hitlérienne, puis par la résistance à la mainmise de la Russie stalinienne, et en jouant sur les deux tableaux pour faire de la Yougoslavie le premier des pays de l'Europe de l'Est à s'ouvrir au camp du capitalisme occidental.

Mais le régime titiste n'en était pas moins une dictature, et il s'est appuyé sur un appareil de répression - armée, police, administration - au sein duquel les rivalités et les luttes entre les fractions de privilégiés ont rapidement repris les canaux des nationalismes qui s'étaient affrontés dans le passé. Et comme pendant l'entre-deux-guerres mondiales, l'Etat yougoslave est redevenu un Etat à dominante serbe.

Il n'est pas étonnant alors que les nationalistes croates, slovènes ou autres aient déployé les aspirations à se débarrasser de la dictature après la mort de Tito, en hostilité anti-serbe. La crise du monde capitaliste aidant, l'inflation galopante, le chômage massif, l'écroulement du niveau de vie au cours des années 1980, contribuèrent à faire monter le mécontentement.

Celui-ci s'exprima d'abord par des mouvements de grève et des manifestations de la classe ouvrière. Mais la démagogie du pouvoir serbe, comme celle de leurs rivaux croates, slovènes ou autres, qui se disputaient l'héritage de la Yougoslavie titiste, défendant chacun leurs privilèges contre l'ensemble de la population pauvre du pays, trouva un bon moyen de les faire cesser en invoquant la défense des prétendus intérêts communs nationalistes. Ce fut une escalade qui déboucha rapidement sur des combats entre nationalités, la destruction de la Yougoslavie et le cortège d'horreurs qui l'accompagne à l'heure actuelle.

La presse met aujourd'hui une certaine insistance à évoquer l'éventualité d'une intervention militaire des puissances occidentales. Le ministère de la Défense français a démenti qu'un plan d'intervention, promettant un succès rapide, ait été mis sur pied comme la presse allemande en avait fait état. Les autorités américaines et britanniques affirment, de leur côté, qu'il n'est pas question de mettre le pied dans le "bourbier" yougoslave, qui serait, selon le secrétaire de l'ONU plaidant contre l'envoi de nouvelles forces, *"une sorte de Vietnam pour les Nations Unies"*.

Vu la situation actuelle de la Yougoslavie, aucune des grandes puissances, pourtant inquiètes de l'instabilité créée par le conflit et des répercussions qu'il pourrait avoir dans d'autres pays d'Europe centrale, n'a envie de s'en mêler. Clinton cependant, le challenger de Bush aux élections présidentielles américaines, vient de prendre partie pour une éventuelle intervention militaire. Et qui peut jurer que le président américain, qui vient d'envoyer 2 400 hommes au Koweït pour faire remonter sa cote dans les sondages, ne pourrait pas céder à ce genre de tentation ?

Inutile de dire qu'une intervention des puissances impérialistes ne règlerait rien pour les peuples de Yougoslavie. Tout au plus elle consacrerait les positions arrachées et tenues par la guerre, ses exactions et ses massacres actuels. Elle donnerait par exemple sa bénédiction au dépeçage de la Bosnie entre la Serbie et la Croatie, sur lequel les dirigeants nationalistes, tout rivaux et ennemis qu'ils soient, pourraient finalement s'entendre. Car le but de ces rapaces n'est rien d'autre que de se tailler la meilleure part possible.

Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, dans l'ancienne Yougoslavie, ne pourrait venir que d'un pouvoir qui ne chercherait pas à assurer à quelque classe, à quelque caste ou quelqu'ethnie que ce soit, la jouissance des superprofits et privilèges de l'exploitation.

La classe ouvrière de toutes les nationalités de Yougoslavie a des intérêts communs face à la horde des dirigeants nationalistes qui se posent en héritiers des lambeaux de la dictature de feu Tito. Qu'ils soient Croates, Serbes, Bosniaques, Macédoniens ou Albanais, les travailleurs yougoslaves ont tout à perdre à se ranger derrière des intérêts qui sont ceux de leurs exploiteurs et de leurs oppresseurs, et à les laisser agir en leur nom. Et ils ne doivent attendre que d'eux-mêmes les solutions à leurs problèmes, la fin de la dictature comme de l'oppression nationale et sociale. Eux seuls pourront assurer le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, avec un seul Etat des travailleurs ou plusieurs, ayant des liens fraternels entre eux.

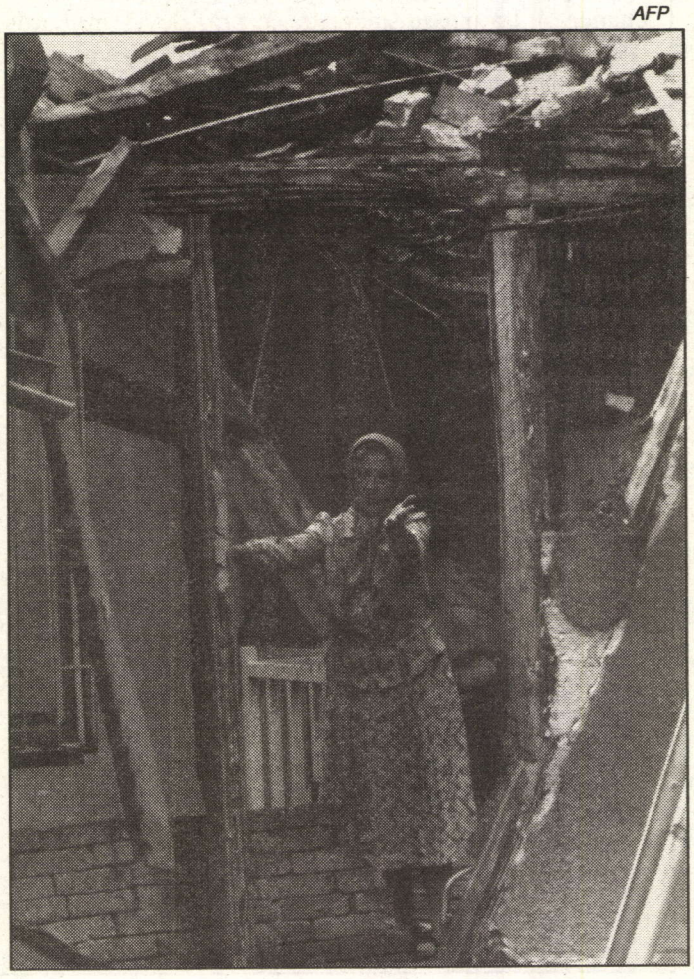
Les dirigeants nationalistes sont prêts à opprimer, sinon à chasser et à massacrer, les minorités qui restent sur les territoires où ils assureront leur pouvoir. Ils le montrent tous les jours. Les camps, les exactions, les massacres sont partout.

AFP

Non, le fléau de la guerre n'a pas disparu, pas plus en Europe que sur les autres continents. Il ne sera éliminé que lorsque les travailleurs de tous les pays auront pris en main les destinées de la société, et auront débarrassé la terre entière du capitalisme, de ses nationalismes et de ses frontières.

Louis GUILBERT

AFP



Chômage

UNE QUESTION DE MOTS ?

Saunier/GAMMA

D'après les statistiques publiées le 30 juillet par le ministère du Travail, la France compterait 2 924 700 "demandeurs d'emplois" inscrits à l'ANPE. Ce qui représenterait 10,3 % de la population active, fin juin 1992.

Le ministère du Travail précise que selon le mode de calcul du Bureau International du Travail, cela ferait 2 571 000 "chômeurs". Et Bérégovoy, le Premier ministre, a lui aussi commenté ce nouveau record, en demandant de ne pas confondre "demandeur d'emploi" avec "chômeur".

Tout ce distingo n'a d'autre but que d'éloigner le moment où les statistiques officielles atteindront le seuil des trois millions de victimes de la concurrence entre capitalistes toujours plus avides de profits.

La réalité c'est que la France a déjà dépassé les trois millions d'hommes, de femmes, de jeunes, privés de leurs moyens d'existence propres, et vivant d'une assistance ou de rien du tout. Car c'est bien de cela qu'il s'agit quand chaque mois l'ANPE radie en moyenne près de 4 000 inscrits qu'elle ne considère plus comme "demandeurs d'emplois" et qui se voient privés de toute allocation. Et le nombre des chômeurs découragés qui ne s'inscrivent plus à l'ANPE, les licenciés de plus de 55 ans qui ne pointent plus, tout cela n'est pas non plus comptabilisé dans le nombre des chômeurs officiels.

Tandis que les patrons continuent à licencier à tour de bras (+7,8% par rapport à l'an dernier), alimentant le nombre des inscrits à l'ANPE, l'ANPE, elle, essaye d'écrêter leur nombre sous différents prétextes. Ainsi, seulement 1 663 000 inscrits à l'ANPE ont droit a une allocation chômage, les autres bénéficient du RMI ou de rien du tout.

Martine Aubry a redit pour l'occasion que *"les entreprises françaises licencient beaucoup trop"*. Mais sans rien faire pour les en empêcher. Tout ce qu'elle propose, c'est une "réflexion" sur la question. Tant que les ministres se contenteront d'observer, de constater, le chômage n'est pas prêt de diminuer, et les licencieurs pourront dormir tranquille. Et s'il ne faut pas confondre "demandeur d'emploi" avec "chômeur", on peut, sans risque de se tromper, confondre ministres socialistes avec serviteurs des capitalistes licencieurs.

Julie NEVERS

Trou de la Sécu

ATTENTION PROCHAINES ATTAQUES CONTRE LES RETRAITES !

Le trou estimé hier à 2 milliards de francs serait aujourd'hui proche des 7,2 milliards.

C'est, bien sûr, la faute de la conjoncture (pourquoi pas à pas de chance !). La masse salariale devait augmenter, et du même coup les cotisations. Or les prévisionnistes viennent de découvrir la régression de l'emploi et des augmentations de salaires moins importantes que prévues. Ces gens-là devraient se tenir informés et, par exemple, regarder de temps en temps les journaux et... les feuilles de paie ! Résultat : le manque à gagner pour la Sécu serait de 2 ou 3 milliards.

D'un autre côté, la branche maladie, qui devait dégager 7 milliards d'excédent avec tout ce qu'on rogne à droite et à gauche, n'en dégagerait maintenant plus que 1,4 milliard.

Quant à la branche vieillesse, comme d'habitude, elle continue à voir son déficit augmenter. Il est chiffré cette fois à près de 21 milliards de francs.

Il n'y a que les allocations familiales qui tiennent leurs promesses avec près de 11 milliards d'excédents prévus pour cette année.

Mais le trou de la Sécu, c'est un peu comme le bilan des entreprises, selon ce que l'on veut obtenir, on peut lui donner le profil qui convient. En septembre prochain, les comptes seront publiés et l'on verra bien s'ils s'alignent sur ces prévisions estivales.

En attendant, le gouvernement, et particulièrement Bérégovoy, a dans le collimateur le système de financement des retraites. Maintenant qu'il est devenu Premier ministre, et même si le temps lui est compté, il vient de mettre en place ce que Cresson lui avait refusé, un "fonds de solidarité".

Cette réforme technique du régime de financement des retraites peut sembler anodine puisque, pour le moment, elle ne propose qu'une attribution différente des recettes et des dépenses pour un montant restant équivalent. A l'étape suivante, le gouvernement entend bien se reposer sur une gestion paritaire patronat-syndicats comme elle existe pour l'UNEDIC. Tout un programme !

En effet, comme pour la caisse qui s'occupe de l'indemnisation des chômeurs, il s'agira alors de réduire les coûts de la caisse vieillesse en augmentant par exemple le nombre d'annuités de cotisations nécessaires, qui pourrait passer de 37,5 aujourd'hui nécessaires à 41 ou 42, ou en prenant en compte non plus les dix meilleurs années de salaires mais les 25 meilleures, histoire de réduire encore le montant des retraites

J.F.

La préparation du budget 93

LA NOTE VA ENCORE ÊTRE SALÉE

Bérégovoy, dans ses directives aux différents ministres destinées à préparer le budget de l'an prochain, incite paraît-il à la rigueur.

C'est que les recettes de l'Etat sont en baisse du fait que les impôts à la consommation ne rentrent pas aussi abondamment que le gouvernement le souhaiterait, tout simplement parce que dans cette période de stagnation économique - on attend toujours la fameuse reprise, toujours promise et jamais au rendez-vous - la consommation baisse, d'autant que le chômage, en forte progression, restreint les revenus des familles modestes. Et comme les impôts à la consommation, les plus injustes puisqu'ils pèsent surtout sur la grande masse des consommateurs modestes, constituent le gros des recettes de l'Etat, ce sont des sommes non négligeables en moins dans ses caisses.

Evidemment si le gouvernement taxait réellement les riches, il ne serait pas en peine de trouver des ressources car les grandes fortunes se portent fort bien, malgré la crise, et il est bien connu que pendant que la société s'appauvrit, eux s'enrichissent encore... au détriment des autres bien sûr !

Mais Bérégovoy s'est engagé à ne pas augmenter les impôts et donc à ne pas toucher aux grandes fortunes, aussi scandaleuses soient-elles.

Reste alors la rigueur budgétaire. Et tous les commentateurs de souligner que l'Etat aura bien du mal à joindre les deux bouts cette année. Bérégovoy prévoit une augmentation des dépenses de 3,5% en moyenne, un peu plus que l'inflation prévue. C'est déjà pas mal pour un budget de rigueur. Bien des salariés à qui on prêche la rigueur voudraient bien voir leur salaire augmenter bon an mal an de 3,5% !

Evidemment cela signifie que le déficit budgétaire va se creuser un peu plus et atteindra peut-être les 180 milliards de francs, qu'il faudra bien payer d'une façon ou d'une autre. Dans ces cas-là l'Etat emprunte de l'argent et chaque année il verse des intérêts de plus en plus substantiels. Il est déjà prévu qu'en 1993 les intérêts payés au titre de la dette publique augmenteront de 5. C'est toujours cela de pris pour les banques et les autres gros prêteurs.

Et c'est bien significatif des priorités du gouvernement. Car l'un des rôles majeurs du budget de l'Etat est d'assurer des rentrées substantielles, via les commandes d'Etat et autres subventions, au grand patronat. Et quand Bérégovoy affirme par exemple que l'une des priorités du budget 1993 sera l'emploi, on peut être sûr qu'il s'agira encore une fois de débloquer des subventions diverses sous prétexte d'inciter les patrons à embaucher. Les patrons empocheront l'argent et continueront de licencier. D'ailleurs, pourquoi se gêner ? L'Etat lui-même donne l'exemple puisque, sous prétexte de faire des économies, il s'apprête à supprimer quantité d'emplois dans la fonction publique. Drôle de façon de lutter contre le chômage !

Bref sous prétexte de rigueur, ce sont toujours les mêmes que le gouvernement s'apprête à pressurer.

Dominique CHABLIS

USA

La campagne présidentielle :

MANŒUVRES ÉLECTORALES À DOMICILE... ET MILITAIRES AU MOYEN-ORIENT

Gamma

Bush, comme ici lors de sa première investiture de président, aimerait bien prendre le vent... et s'élever dans les sondages.

■ Un des thèmes majeurs de la campagne électorale américaine est la politique extérieure dont Bush se glorifie. Comme la guerre du Golfe l'avait fait grimper dans les sondages de popularité, le président américain multiplie les menaces envers Saddam Hussein pour tenter de rattraper son adversaire démocrate Bill Clinton, qui caracole dans les sondages avec 25, voire 30 points d'avance sur lui. Et deux ans après la guerre du Golfe, les USA envoient 2 400 militaires au Koweït. Ce sont des manœuvres, certes, mais dont Bush laisse entendre qu'elles pourraient être le début de quelque chose de plus musclé contre Saddam Hussein.

Qui dit mieux ?

AFP

Dans Bagdad après les bombardements. Bush rêve de la cote qu'il avait dans les sondages.

Les Démocrates. Ils ne veulent pas être en reste, et posent aux électeurs la question : si Bush est si fort en politique extérieure, comment cela se fait-il que Saddam Hussein soit toujours en place, alors que les USA ont gagné la guerre du Golfe ?

La démagogie électorale a donc amené George Bush à agiter la menace d'une nouvelle intervention militaire contre l'Irak. Saddam Hussein, de son côté, ne se montre pas trop intimidé et a saisi l'occasion du deuxième anniversaire de l'invasion du Koweït pour réaffirmer les droits historiques de l'Irak sur ce territoire. Et les USA, ainsi que le Koweït et l'Arabie Saoudite en profitent pour faire semblant de craindre à nouveau une invasion irakienne du Koweït. Escalade de rodomontades !

Si bien, qu'outre leurs manœuvres militaires au Koweït, les USA ont encore renforcé la marine américaine présente dans le golfe Persique. Ils clament leur volonté d'étendre l'action de la commission de l'ONU chargée de détruire les armes irakiennes. Faiblesse de ce dernier argument : le responsable de cette commission affirme que tout a déjà été fouillé ou presque en Irak, et qu'il y a peu de chances de découvrir encore des Scuds cachés. Enfin les USA sont pour maintenir, voire renforcer, l'embargo contre l'Irak, et se chargent eux-mêmes de contrôler les bateaux jordaniens suspectés de transporter des marchandises destinées à ce pays, ne serait-ce que pour faire plaisir à leurs alliés de la région, notamment l'Arabie Saoudite, qui craignent qu'une levée, même partielle, ne permette à l'Irak d'écouler son pétrole sur le marché mondial et par conséquent de faire chuter les prix.

La tension monte donc une nouvelle fois dans cette région du monde. Et c'est toujours sur la population irakienne qu'elle pèse le plus lourd. Elle n'en finit pas de le payer par des morts, des sacrifices, des famines et des privations. Et elle est aujourd'hui l'otage des péripéties d'une campagne électorale se déroulant à des milliers de kilomètres de là, et où des politiciens repus pourraient estimer que quelques coups de canon arrangeraient leurs affaires !

Lucien DETROIT

AFFAIRE D'ÉTAT

Après que l'ex-ministre Rocard se fut officieusement rendu à Taïwan, le ministre de l'Industrie et du Commerce en place, Strauss-Kahn, s'est officiellement rendu à Pékin. A chacun sa Chine. Mais l'un et l'autre ont apparemment la même préoccupation : aider les industriels français à vendre leur camelote à une Chine, sans perdre les contrats présents ou futurs avec l'autre. Et vice-versa. Délicat problème, mais vital pour assurer des investissements ou des marchés à Citroën, la RATP et tout particulièrement ces temps-ci Dassault.

Car les affaires de l'avionneur-marchand d'armes ne vont pas si bien depuis que la situation internationale a connu quelques vicissitudes, depuis entre autres que les dictateurs des Etats du Tiers Monde, avec la crise, n'ont plus autant de pétro ou cacao-dollars pour se payer des super-joujoux meurtriers et leurs accessoires. L'ex-ami, Saddam Hussein, n'est plus un client, par exemple. Et la concurrence est exacerbée, en particulier entre la société Dassault et la firme américaine General Dynamics. Certains préfèrent le *F 18* au *Mirage 2 000*.

Alors, les ministres font les commis voyageurs. Et comme ils affichent des préoccupations sociales, ils ne sont pas là-bas pour favoriser de triviaux profits capitalistes. Non. Ils y sont pour défendre les 100 000 emplois de l'aéronautique civile et militaire.

A moins qu'ils ne soient en vacances ? Ce serait de loin le moins nocif !

Au sommaire du numéro de juillet-août de notre revue

Lutte de classe

L'Europe des bourgeois et la farce du référendum.

Les communistes révolutionnaires doivent-ils faire du **droit de vote pour les travailleurs immigrés** l'axe central de leur activité ?

Yougoslavie
Un an d'une guerre dont aucun peuple n'a rien à espérer.

Ile de La Réunion
Free Dom plébiscitée par les électeurs.

FÊTES DE LUTTE OUVRIÈRE

à DIJON

Les 12 et 13 septembre.

à LYON

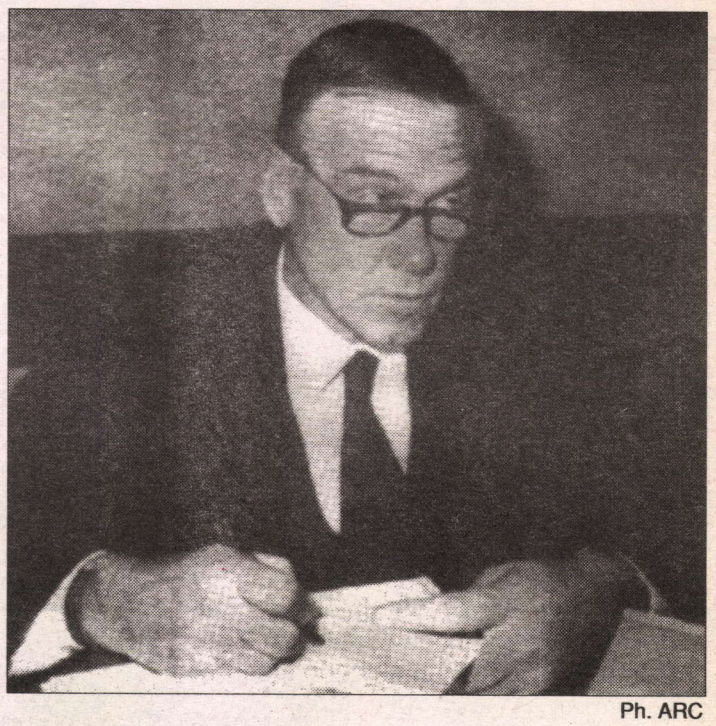
Le samedi 19 septembre à partir de 18 h et le dimanche 20 septembre de 12 h à 19 h.

Hall des fêtes de Saint-Fons

Italie

Patrons, gouvernement et dirigeants syndicaux unis

D'UN COMMUN ACCORD CONTRE LES TRAVAILLEURS



Ph. ARC

L'échelle mobile des salaires définitivement enterrée ; voilà le principal contenu de l'accord signé le 31 juillet en Italie entre les syndicats, le patronat et le gouvernement.

En fait, cet accord sur le "coût du travail" était en discussion depuis de longs mois, sous la pression du patronat et du gouvernement. Ceux-ci réclamaient des mesures d'austérité pour limiter le déficit du budget et bloquer les salaires, sous prétexte bien sûr de rendre l'économie plus compétitive et de stabiliser la monnaie au moment où se discute l'entrée de l'Italie dans l'Europe monétaire. Pour les patrons bien sûr, il n'est pas question de toucher aux profits, les responsables de l'inflation plus forte en Italie qu'en France ou en Allemagne ne peuvent être que les salaires ouvriers !

Côté syndical, on peut dire que le père de cet accord est Bruno Trentin, secrétaire général de la CGIL, le principal syndicat ouvrier, traditionnellement lié au PC avant que celui-ci n'éclate. Trentin, qui a d'ailleurs démissionné aussitôt l'accord fait, est l'homme qui au dernier congrès du syndicat a décidé que la CGIL devait devenir un syndicat moderne débarrassé de toute réminiscence de l'idée de lutte de classe : une sorte de pendant syndical à l'abandon par le PC Italien de l'étiquette "communiste".

En fait, depuis plusieurs mois, la suppression de l'échelle mobile est l'occasion de contorsions pitoyables, mais bien calculées, de la part des dirigeants de la CGIL. Un accord a été signé avec le patronat dès l'automne, déclarant dès alors que le système d'échelle mobile serait remplacé par un autre... sans dire lequel. Lorsque le patronat en a tiré les conséquences en déclarant que dès ce moment il ne paierait plus les réajustements de salaires dus à l'inflation, Trentin a poussé les hauts cris en déclarant que c'était une interprétation abusive de sa signature. Il savait pourtant parfaitement ce qu'il avait signé, la preuve !

Et après avoir ainsi pendant plusieurs mois fait comme si rien n'était décidé, voire même s'être associé ça et là à quelques mouvements de protestation, voilà que la CGIL a signé le nouvel accord le 31 juillet, au moment où un grand nombre de travailleurs partaient en vacances. C'est un beau cadeau fait aux patrons et au nouveau gouvernement placé sous la direction du socialiste Giuliano Amato qui, en quelques semaines, a multiplié les mesures d'austérité aux frais des salariés.

L'accord supprime définitivement toute indexation des salaires, renvoyant le problème des salaires aux négociations des conventions collectives mais stipulant au même moment qu'en 1993, il n'y aura pas d'augmentation salariale dans le secteur privé sinon... 20 000 lires mensuelles (environ 85 F !) pour tous les salaires ; les mêmes 20 000 lires qui auraient dû être payées en mai 1992 si le patronat avait encore appliqué le mécanisme d'échelle mobile...

Il y a bien sûr aussi dans l'accord quelques "contreparties" parfaitement dérisoires comme cet engagement gouvernemental à contrôler les augmentations de tarifs. En fait, Trentin ne les défend même pas lui-même et explique, pour justifier sa signature, que le gouvernement Amato avait menacé de démissionner si tous les syndicats ne signaient pas. Trentin a plaidé que devant une aussi terrible menace, un leader syndical "responsable" devait s'incliner, l'Italie ayant tant besoin d'un gouvernement !

Dernier épisode de l'affaire, Trentin désavoué par la direction de la CGIL a donc démissionné, faisant en quelque sorte don de sa personne. Le secrétaire général du PC devenu "Parti Démocratique de la Gauche", Occhetto, a lui-même pu se permettre de critiquer Trentin. Et puis les oppositions ne manquent pas dans la CGIL. Les opposants à Trentin vont pouvoir lui faire porter le chapeau de l'accord signé, voire faire semblant de remettre celui-ci en cause. En réalité cela fait partie d'un jeu car cela permettra d'amuser la galerie et de disperser et repousser encore quelque temps toute idée de réaction ouvrière, jusqu'à ce que de fait l'accord soit acquis.

Les défenseurs syndicaux de ces palinodies écœurantes parlent d'un acte de "grande responsabilité" envers le pays. Les responsables syndicaux italiens le sont en effet tout à fait... vis-à-vis des patrons et du gouvernement. Les travailleurs, eux, commencent à savoir à quoi s'en tenir sur ces bateleurs de foire qui prétendent les représenter.

André Frys

Mexique

Grève chez Volkswagen

La direction met 14 000 salariés à la porte

La filiale à 100 % du trust Volkswagen - Volkswagen Mexique - a mis à la porte les 14 289 travailleurs de l'usine de Puebla, le mardi 28 juillet dernier. La direction de l'entreprise aurait riposté ainsi à une grève, commencée une semaine auparavant.

Selon les informations du quotidien allemand *Tageszeitung* du 30 juillet, la grève a démarré pour une augmentation de salaires de 50 %, et pour exiger la démission du responsable syndical, Gaspar Bueno Aguirre, à qui les travailleurs reprochaient d'avoir trahi leurs intérêts lors des dernières négociations salariales au début de juillet. Direction syndicale et patronale s'étaient entendues sur une augmentation de 15 %, très loin même de la revendication syndicale de 35 %.

Le journaliste du quotidien allemand rapporte que le patron de Volkswagen-Mexique, Wellmann, menaça le personnel de déménager l'entreprise, installée depuis 27 ans à Puebla, à 130 kilomètres à l'est de la capitale, dans une autre région du Mexique, ou même de quitter le pays. Si les travailleurs se montraient trop exigeants, la fermeture pourrait être définitive. Et comme bien des patrons, il pleurait sur le fait que l'entreprise perdait, à cause du conflit, plus de cinq millions de dollars quotidiennement. Des contrats importants avec les USA et le Canada ne seraient pas honorés. Comme les travailleurs étaient irréductibles, selon la direction, l'entreprise resterait fermée et gardée par la police.

Des travailleurs de l'entreprise ont relaté, toujours au même journal, qu'au conflit salarial avec la direction se surajoutait - mais les deux étaient liés - un conflit entre les travailleurs et la direction syndicale. Déjà avant la grève, la situation s'était envenimée quand des militants syndicalistes oppositionnels, parmi les 600 qui auraient repoussé l'accord tarifaire signé par la direction syndicale, avaient été mis à la porte par Volkswagen.

Volkswagen est le plus gros producteur d'automobiles du Mexique. La firme a sorti l'an dernier près de 209 000 véhicules, dont 154 000 pour le marché mexicain. La part du marché que Volkswagen se taille depuis des années dans le pays est stable et s'élève de 35 à 40 % de ce marché. A côté de ce marché intérieur, Volkswagen monte aussi, chaque année presque 50 000 autos destinées à l'exportation aux Etats-Unis et au Canada. Sont fabriqués aussi à Puebla, dans des usines sous-traitantes, 1 500 moteurs et 1 300 trains arrière pour la Golf. Volkswagen est l'un des plus gros patrons du pays et emploie près de 18 000 salariés. Et si la production a tendance a reculer ces toutes dernières années, les bénéfices, eux, sont passés de 44 millions de Marks en 1990 (après impôts) à 76 millions l'année passée. La tendance continue à être à la hausse. Pour ceux qui se demanderaient à quoi tient ce "miracle", les péripéties de cette grève sont là pour en donner une idée. Volkswagen est un des grands trusts d'un pays très civilisé... qui sait durement exploiter la main-d'œuvre des quatre coins de la planète.

Jusqu'aux sévères retours de bâton.

M.V.

Allemagne

LE RETOUR DE HONECKER A BERLIN

Ph. ARC

Kohl recevant Honecker à Bonn en septembre 1987

KOHL S'EN SERAIT BIEN PASSÉ...

Erich Honecker a retrouvé Berlin. Non pas les appartements qu'il habitait du temps où il cumulait les fonctions de chef de l'Etat, chef des armées et Secrétaire général du SED, de mai 1976 à octobre 1989, mais une cellule de la prison de Moabit, dans la partie occidentale de la capitale. Ses 79 ans et son état de santé lui vaudront probablement d'avoir un régime pénitentiaire spécial. Mais l'ancien numéro Un du régime de l'ex-RDA est inculpé pour sa responsabilité dans la mort de 49 personnes, abattues alors qu'elles tentaient de "passer le mur", détournements de fonds et autres irrégularités, et son procès devrait commencer en octobre prochain.

Depuis bientôt trois ans, les dirigeants politiques allemands se demandent quoi faire de Honecker. Mais c'est le sujet que tout le monde abor-de à reculons. Kohl peut trouver quelques avantages de prestige, auprès de la fraction la plus réactionnaire de la population, à mettre au banc des accusés un ex-dictateur du bloc soviétique. Mais les inconvénients ne sont pas négligeables.

Si Kohl et ses collègues ont d'abord laissé Honecker vivoter en Allemagne, avant que Gorbatchev ne lui offre un havre en URSS, et que l'ambassade du Chili à Moscou ne prenne le relais quand Eltsine a succédé à Gorbatchev et s'est montré moins bien disposé que son prédécesseur à l'égard de l'ex-chef de la RDA, bref si Honecker est en "cavale" depuis longtemps, c'est que les autorités allemandes n'ont pas trouvé moyen de l'y laisser plus longtemps.

Kohl et son équipe ne voulaient probablement pas de ce vieil homme (les dirigeants russes et chiliens non plus !). Mais, retour des biens à leurs anciens propriétaires oblige, le paquet était pour Kohl, qui a d'ailleurs récupéré le minimum, laissant la femme de Honecker partir pour le Chili.

En fait, mise à part la petite frange de politiciens et sympathisants d'extrême-droite qui peuvent se réjouir de la mise sous les verrous d'un "criminel communiste", la bourgeoisie allemande et ses serviteurs politiques ne cachent ni leur embarras, ni ses raisons.

Quand l'"amitié avec Honecker était payante

Condamner Honecker alors qu'il a été dix-huit ans chef des destinées de la RDA, et qui plus est, d'une RDA que l'ex-RFA a décidé en 1972 de reconnaître et, malgré les critiques formelles à son endroit, de fréquenter et choyer ? Tous les hommes politiques, de toutes les couleurs, de l'ancienne RFA, ont posé devant les caméras avec l'homme au panama de paille, et ont fait assaut de courtoisie à son égard : Egon Bahr, Helmut Schmidt, Karl Carstens, Franz Josef Strauss, Richard von Weizsäcker, Oskar Lafontaine entre autres, et - dernier mais non des moindres - Helmut Kohl qui en octobre 1987, avait reçu Erich Honecker en RFA comme un véritable ami. Il reste des discours, des photos, des traces de toutes ces embrassades, que personne ne souhaite particulièrement voir ressortir des archives ! Car à l'époque, la RDA était encore cette dictature lugubre, dont les opposants étaient inquiétés et incarcérés, dont les dirigeants se faisaient plébisciter par des 99,98% de suffrages truqués, organisaient l'embrigadement de dizaines de milliers de travailleurs ou d'enfants des écoles pour des parades monstres à l'occasion des 1er mai ou 7 octobre, tandis qu'Honecker et ses semblables menaient, eux, la belle vie - accumulant privilèges dans le pays et devises dans les banques étrangères. Grâce à leurs nouveaux "bons amis" de l'Ouest ! Et au nom du socialisme évidemment !

Et il importait alors bien peu aux Schmidt, Strauss ou Kohl d'afficher leur amitié avec le numéro Un de l'ancienne RDA, puisque ces relations étaient à terme on ne peut plus fructueuses, politiquement et économiquement, pour les gros trusts allemands. Honecker lui-même a joué ce jeu du rapprochement avec l'Ouest, et c'est dans ces quinze dernières années que lui et la ribambelle d'apparatchiks bien placés s'en sont mis plein les poches. Sur le dos des travailleurs. Le gros des anciens notables de ce régime, mis à part les trois ou quatre octogénaires cacochymes qui sont sous les verrous avec Honecker, sont aujourd'hui des bourgeois d'affaires et vivent autrement mieux que les travailleurs que leur égoïsme de classe condamne au chômage.

Ph. ARC

Manifestation contre le chômage en avril 1991 à Leipig. Sur la banderole, le slogan : "Du peuple travailleur, au peuple sans travail".

Ne pas trop remuer le passé...

En fait, ni l'"establishment" politique de l'Ouest, ni celui, recyclé, de l'Est, n'a tellement envie qu'on remue tout ça ! Et les juristes vont probablement tirer les politiciens bourgeois de ce mauvais pas. Peut-être Honecker sera-t-il vraiment malade d'ici octobre. Ou peut-être n'aura-t-on pas trouvé de preuve juridiquement valable contre lui. Peut-être encore conclura-t-on qu'on ne peut "seulement" lui reprocher d'avoir été chef d'Etat, ce qui n'est en aucun cas un crime, sinon il faudrait tout de suite mettre Margaret Thatcher sous les verrous pour les morts irlandais, ou Mitterrand pour les morts algériens.

Comparaisons que l'on trouve dans les grands quotidiens allemands. Et avant que les hommes de lois allemands tranchent dans ces questions fondamentales de droit politique, Erich Honecker, Erich Mielke, Willi Stoph et quelques autres auront probablement quitté ce monde les pieds devant. C'est vrai qu'il est injuste - et significatif à sa façon du monde impérialiste - que Duvalier ou Bokassa coulent des jours heureux, on ne sait trop où sur la Côte d'Azur. Alors que Honecker mourra peut-être, oublié, à Moabit, là où déjà il avait passé une partie de ces dix ans d'incarcération sous le régime nazi.

Cela dit, l'affaire du retour d'Honecker soulève encore moins d'intérêt dans l'opinion que dans les sphères politiques. Le gros des travailleurs du pays, à l'Ouest comme à l'Est, n'attend à vrai dire ni de Kohl ni des politiciens sociaux-démocrates de rendre la justice. Dans la partie Est de l'Allemagne, les classes populaires ironisent sur le fait qu'elles sont passées du règne du *"Peuple Travailleur"* selon la devise officielle et mensongère de l'ancienne RDA, au statut de *"Peuple sans travail"* ou peuple au chômage, selon la loi des trusts de l'Ouest.

Les illusions ne sont pas plus grandes à l'égard d'un Kohl qu'à l'égard d'un Honecker.

Michelle VERDIER

PTT - Tri Landy (Paris)

QUAND DES SYNDICALISTES PROFITENT DES VACANCES POUR LICENCIER UN TRAVAILLEUR DE LA CANTINE

Mercredi 29 juillet, le conseil d'administration de la cantine du centre de tri postal du Landy, dirigé par la CGT, votait le licenciement, à partir du 14 août prochain, d'un employé de la cantine, un travailleur algérien âgé de 52 ans qui travaillait depuis plus de 10 ans à la cantine de ce centre.

Au mois de janvier dernier, les responsables de la cantine avaient déjà entamé une première procédure de licenciement. Ils avaient trouvé alors comme prétexte de reprocher à ce travailleur, qui faisait la plonge à la cantine du temps où le centre était dans ses anciens locaux de la Gare du Nord, de ne pas s'être adapté assez vite aux installations plus modernes du Landy (où le centre est installé depuis un an).

En fait les gérants voulaient se débarrasser d'un plongeur, comme par hasard du plus âgé. D'autant plus que celui-ci, qui a été lui-même pendant longtemps syndiqué CGT, a l'habitude de ne pas se laisser faire et de ne pas être petit doigt sur la couture du pantalon devant Messieurs les gérants.

La première tentative de licenciement avait échoué : de nombreux postiers étaient indignés, y compris des syndiqués CGT évidemment, et ils avaient fait circuler une pétition contre le licenciement qui avait recueilli, malgré la pression des responsables syndicaux CGT, plusieurs centaines de signatures, celles de la grande majorité des postiers présents dans le centre à ce moment-là. Si bien que les responsables CGT avaient reculé.

Il faut rajouter que la date des élections pour le renouvellement du conseil d'administration de la cantine approchait, et qu'il ne fallait pas se rendre trop impopulaire.

Les élections passées, et la période des vacances venue, où les mauvais coups sont plus faciles à faire, les responsables de la cantine se sont empressés de remettre ça. Le nouveau prétexte est tout aussi artificiel que le premier : la gérance de la cantine avait accordé en début de vacances, comme cela se fait ordinairement, des avances sur salaires à ceux de ses employés qui lui en avaient demandé, sauf à lui, bien entendu. C'était une nouvelle provocation de la part des gérants ; et c'est parce qu'il protestait et venait demander son avance que les gérants l'accusent d'avoir, à cette occasion-là, arrêté son travail. *"Arrêt de travail"*, une *"faute grave"* qui justifie un licenciement immédiat, estiment ces syndicalistes devenus petits patrons, qui ne tolèrent pas qu'un travailleur interrompe un moment le boulot pour aller voir ses chefs pour demander son dû.

Et les responsables CGT ont précipité la réunion du conseil d'administration tant pour éviter qu'il puisse y avoir, comme la fois précédente, une réaction du personnel avant la réunion, que parce qu'un certain nombre de membres de ce conseil, dont certains s'étaient opposés au licenciement et avaient voté contre toute sanction en janvier, étaient précisément en congé.

Sur 16 membres du conseil, 9 seulement étaient présents, et 6 ont voté le licenciement (5 CGT et un chef membre de la CFDT), contre 1 (CFDT) et 2 abstentions (1 CGT et 1 FO). A 6 membres du CA seulement sur les 16, et au mépris total de l'avis du personnel dont ils se prétendent les représentants, les dirigeants de la cantine faisaient passer leur décision de licencier.... en toute démocratie !

De nombreux postiers du centre et employés de la cantine sont indignés. Et le mardi 4 août, une dizaine d'entre eux diffusaient à l'entrée du centre un tract de protestation, afin d'informer tout le personnel de l'affaire, et demander le retrait du licenciement. C'est, malgré le va-et-vient des vacances, une première réaction.

Correspondant L.O.

LES RÉACTIONS DES EMPLOYÉS AU PLAN DE LICENCIEMENT

Allianz-Via (Charenton)

Un mois après l'annonce du plan de 325 licenciements, la pilule ne passe pas auprès des salariés.

La direction a eu beau multiplier les réunions dans les services pour faire sa propagande, elle n'a convaincu personne.

Il faut dire que tous les jours des articles paraissent dans la presse économique, démontrant que le groupe Allianz, premier assureur européen, est fabuleusement riche. Les bénéfices ont doublé, passant de 5,9 milliards de francs en 1990 à 11,9 milliards en 1991.

Ici ou là dans les bureaux, on entend dire : *"Ils sont bourrés de fric"*, *"Ils veulent nous virer alors qu'ils ont déjà des centaines de milliards"*.

La publication d'un tract commun de tous les syndicats, déclarant leur opposition aux licenciements, a également conforté les employés dans leur indignation.

La méthode que la direction prétend utiliser à la rentrée choque beaucoup. Rappelons que la direction compte découper le personnel en tranches, en publiant une liste de 1000 salariés qui garderont leur emploi, et une autre liste de 500 postes qui seront mis aux enchères entre les 800 personnes restantes, l'effectif total étant de 1 800 actuellement. Partout des employés disent :*"C'est machiavélique"*, *"Qui est le salaud qui a inventé ça ?"*

Certains pensent qu'il ne faudrait pas se porter candidat : *"Ça fait 20 ans que je suis dans la boîte et je devrais postuler pour mon propre poste ? Pas question que je fasse ça !"*.

Les employés se demandent si les cadres feront des listes. Certains cadres font part de leur écœurement ou de leurs doutes ouvertement (il faut dire que 162 d'entre eux sont visés par le plan de licenciement) : *"Si je ne fais pas la liste je suis viré, et si je la fais, je suis peut-être viré aussi"*. *"Si je fais la liste, tout le monde pensera après les licenciements que je suis un salaud quand je viendrai dire bonjour le matin"*.

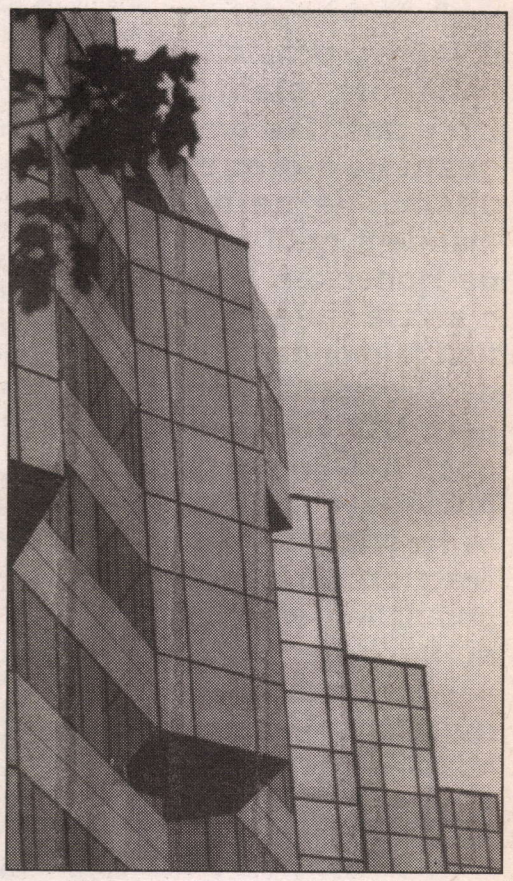
Dans un secteur, des cadres se sont regroupés et ont fait savoir qu'ils ne feraient aucune liste. Tous les syndicats de cadres, CGC comprise, ont d'ailleurs appelé à ne pas la faire et à *"ne pas collaborer"*.

Dans les services qui ont du retard et qui sont en sous-effectif chronique, là aussi la direction prétend qu'il y a des sur-effectifs.

Les réflexions dans ces secteurs vont de : *"Ils sont complètement dingues"* à *"Tout va se casser la gueule s'il y a des départs"*, en passant par *"Ils n'ont qu'à nous amener ceux qui seraient en trop ailleurs, comme ça on aura moins de boulot"*.

Alors que la première quinzaine de juillet a plutôt été marquée par un certain abattement, des employés de plus en plus nombreux parlent de réagir à la

ARC



rentrée :*"On ne va pas se laisser faire comme cela"*, *"Il va falloir s'y mettre en septembre"*, *"Ce n'est pas possible de laisser passer"* sont des remarques qu'on entend dans les bureaux. Quelques-uns parlent de grève, un employé a dit :*"Le pire ce ne serait pas de se faire virer, mais de l'être sans avoir rien fait"*.

C'est ainsi que l'idée qu'on peut et qu'on doit s'opposer aux licenciements grandit malgré la période des congés.

Accident du travail

LA SNCF ENFIN CONDAMNÉE POUR LA MORT D'UN CHEMINOT

ARC

Le 24 juin 1987, Jean-Claude Ferre, un cheminot de 36 ans, était victime d'un accident mortel dans un chantier de la gare triage de Tolbiac (Paris).

Comme de nombreux cheminots, il était amené à travailler seul, de nuit, sans liaison radio, dans un environnement bruyant et sans bonne visibilité, donc très dangereux.

Un train qui faisait marche arrière, sans que le conducteur puisse savoir si la voie était bien dégagée et sans que Jean-Claude ne soit avisé de cette manœuvre, l'écrasa. La SNCF avait vite conclu, comme à son habitude, à la faute de la victime qui n'aurait pas suffisamment fait attention. D'ailleurs tout est prévu au règlement...

Jean-Claude était militant de la CFDT. Sa femme, qui se retrouvait seule avec leurs trois enfants, appuyée par les camarades de Jean-Claude, décida d'attaquer la SNCF pour que la responsabilité de celle-ci soit reconnue. Elle savait quelle était la vie des travailleurs en 3X8, la fatigue, le manque de sommeil, et de plus en plus la pénibilité et les risques, dont il parlait souvent, liés au manque d'effectifs et de moyens. (La SNCF supprime une moyenne de 6 000 postes par an depuis des dizaines d'années).

Après une enquête minutieuse, une requête pour faute grave de l'entreprise fut déposée devant le tribunal de Sécurité sociale de Créteil qui condamna la SNCF en 1989. Pour la première fois la SNCF était considérée par la justice responsable de la mort d'un travailleur. Elle fit appel et le premier jugement fut confirmé par la cour d'appel de Paris en 1990 qui lui reprocha également de se réfugier derrière ses règlements. La famille devrait toucher une indemnité. La SNCF se pourvut en cassation. Sa demande vient d'être rejetée le 9 juillet 1992.

La responsabilité confirmée par trois fois. Ce qui est une première à notre connaissance. Une condamnation juridique ne remplacera pas la mobilisation des cheminots pour éviter les nouveaux accidents et faire respecter une vraie sécurité dans les chemins de fer. Mais elle ébranle ce qui apparaît trop souvent comme inéluctable : cette manière scandaleuse des patrons de rendre les victimes des accidents du travail responsables de ce qui leur arrive.

Correspondant LO

LA SNECMA PERD SON FUEL

A la SNECMA de Villaroche sont stockés des centaines de milliers de litres de kérosène qui servent à faire fonctionner les réacteurs pendant leurs essais dans les bancs.

Au retour du week-end du 14 juillet, les soutiers ont prévenu la hiérarchie du service entretien qu'il manquait 250 000 litres de fuel dans les cuves.

Le responsable en exercice pendant les vacances a fait vérifier et revérifier toutes les opérations d'approvisionnement avant de se rendre à l'évidence : la fuite était vraisemblable, il fallait sonder le sol. Le kérosène était bien là ! En attendant, deux jours avaient été perdus...

Il ordonna donc de pomper le kérosène du sol dans une cuve qu'il avait trouvée vide... Sans prendre aucunement l'avis des soutiers. A la fin de la journée, à la stupeur de notre responsable, les sondages donnaient toujours autant de liquide dans le sol et le niveau de la cuve s'obstinait à ne pas augmenter.

Les soutiers enfin consultés indiquaient que la cuve avait été mise là, à l'écart, parce que justement elle était percée. Une journée supplémentaire perdue pour limiter la pollution et, comble de malheur pour la direction, quelqu'un a averti la presse locale...

Une fois ces péripéties passées et le CHS-CT prévenu avec plusieurs jours de retard, il s'avérait que plusieurs défauts étaient apparus durant ce week-end du 14 juillet où des travaux étaient exécutés.

D'une part le blocage manuel du circuit du kérosène lors de la mise hors tension n'avait pas été effectué. Aucune trace de consigne dans ce sens n'a d'ailleurs été retrouvée. En plus de cela, il n'existe aucun système de secours qui maintient les alarmes en activité en cas de coupure de courant, comme cela se fait couramment dans tous les dépôts de liquides polluants. De hauts responsables sont sur la sellette...

Pour le moment, tant la direction de l'entreprise que les services de la protection de l'environnement assurent que la nappe phréatique qui se trouve sous l'usine comme le ruisseau qui la traverse ne sont pas pollués...

Ce qui choque de nombreux travailleurs c'est que la direction tente d'étouffer l'affaire par tous les moyens. Dès que quelqu'un ose souligner l'insuffisance des précautions prises, le directeur l'accuse de vouloir faire fermer l'entreprise. Pour lui comme pour ses collègues, l'essentiel c'est que le travail continue, qu'il n'y ait pas de retard. Et tant pis si pour cela il faut polluer les environs.

Cela souligne aux yeux de tous les limites des préoccupations écologiques de la direction de la SNECMA qui se vante pourtant partout du faible taux de pollution des moteurs fabriqués dans ses usines.

Correspondant LO

Citroën (Saint-Ouen)

Amiante mortelle : la direction doit reconnaître qu'elle est responsable

Amiante mortelle : la direction doit reconnaître qu'elle est responsable

Le chef d'équipe des Soudeuses qui était hospitalisé depuis 6 mois est décédé samedi dernier d'une asbestose professionnelle après des mois de souffrances. C'est une maladie due au contact avec l'amiante dont les poussières se déposent dans les poumons.

Les médecins ont fait une déclaration de maladie professionnelle. Mais la direction a osé prétendre que sa maladie n'avait pas été contractée chez Citroën. Alors qu'entré à 17 ans à Javel, il a passé les 34 ans de sa vie de travailleur aux usines de Levallois, Saint-Denis et les Epinettes puis 3 ans à Saint-Ouen.

Par son refus de reconnaître, ou même de rechercher sa responsabilité, la direction prive la famille de ses droits et donc de ses ressources après avoir fait travailler cet ouvrier dans des conditions dangereuses qui ont causé sa mort.

On ne doit pas laisser faire ce forfait lâche et honteux.

Pour notre santé, aucune confiance à Citroën

Il y a une deuxième raison pour que la vérité soit établie sur les causes de la mort de ce travailleur.

Il a été exposé aux poussières d'amiante soit à cause des disques de frein et d'embrayage des grosses presses aux Epinettes, soit quand il portait une combinaison en amiante à Levallois, quand il travaillait comme tourneur sur magnésium, ou à cause des deux à la fois.

Si la maladie s'est déclarée pour lui, elle peut se déclarer plus tard pour d'autres ouvriers.

Nous devons savoir. Nous devons exiger un dépistage de cette terrible maladie pour tous les travailleurs qui ont pu être exposés.

Extraits du bulletin *Lutte Ouvrière* de Citroën Saint-Ouen (93)

INDEMNISATION AU RABAIS

GOUVERNEMENT ET PATRONAT CONTRE LES CHÔMEURS

Les nouvelles mesures décidées le 17 juillet dernier sous la houlette gouvernementale par les représentants patronaux, CGC, CFDT et FO à l'Unedic, vont considérablement pénaliser les chômeurs qui travaillaient depuis peu et ceux qui sont salariés intérimaires ou occupent des emplois précaires. C'est notamment sur leur dos que seront prélevés les 9 milliards d'économies que prévoit le nouveau système.

Les anciennes allocations de base et de fin de droits sont remplacées par une allocation unique dégressive qui porte bien son nom puisqu'elle diminuera fortement tous les quatre mois (de 25% pour ceux ayant seulement cotisé 4 mois au cours des 8 derniers mois). De plus la durée d'affiliation minimum nécessaire pour être indemnisé est allongée (4 mois contre 3 auparavant).

Les salariés, qui ne peuvent faire valoir que 6 mois de cotisation dans les 12 mois précédant la rupture de leur contrat de travail, seront très touchés. Et ils le seront d'autant plus que leur salaire est bas. Un smicard au chômage perdra 30 000 francs. Pour un salaire de 8 000 francs, la perte sera de plus de 2 700 francs.

Quelque 66 000 travailleurs ayant occupé des emplois précaires ou effectué des travaux d'intérim et ne disposant plus du nombre d'heures suffisant vont se retrouver exclus de toute indemnisation.

Le système antérieur n'était pourtant déjà pas brillant, comme le montre la lettre que nous publions ci-dessous.

P. V.

Chers Camarades

En tant que jeune travailleur intérimaire, j'ai été surpris d'apprendre que les 3 jours de carence non indemnisés allaient passer à 7. Avant ce changement, j'en étais personnellement à 14 ! Sur 28 jours chômés, j'ai été indemnisé pour seulement 14 d'entre eux à 100 francs par jour. Ayant gagné 1000 francs en intérim sur les autres jours restants du mois, j'ai donc touché ce mois-là 2 400 francs, moins que le RMI.

Pourquoi 14 jours de carence ? Du fait de la prise en compte des congés payés ! Le principe lui-même est critiquable : beaucoup d'intérimaires ont de courtes missions entrecoupées de jours d'inactivité. Dans mon cas, en totalisant les heures payées, j'arrive, depuis que je suis intérimaire, à 70% des heures qui m'auraient été payées si j'avais travaillé en fixe sur la même période. 2,8 semaines sur 4. Question : de quoi vit-on la semaine virgule 2 qui reste ? Des 10% de prime de précarité et des 10% de congés payés.

Alors les allocations sont bien souvent indispensables pour boucher les trous. Les jours de carence non indemnisés sont, là comme ailleurs, bien mal venus.

En plus, le calcul lui-même est conçu de façon à maximiser le nombre de jours de carence qui se retrouvent supérieurs au nombre de jours de congés payés ! Ma surprise de me voir retenir 14 jours m'a conduit à l'Assedic où une employée m'a expliqué le système. Il faut d'abord calculer le salaire journalier brut de référence, un salaire fictif évalué sur trois mois, comme si on travaillait à temps plein. Ce salaire journalier théorique est égal au brut perçu (hors congés payés et primes de précarité), divisé par 91 ou 92 selon les trimestres. Le nombre de jours de carence est égal au montant de congés payés effectivement perçus, divisé par ce salaire minimisé, ce qui revient donc à augmenter les journées sans allocation.

On se fait parfois reprocher de ne chercher que de l'intérim, au vu des dossiers que nous présentons à l'Assedic. Mais outre que le marché du travail est bloqué, c'est précisément la situation financière dans laquelle nous place l'Assedic avec ses allocations peau-de-chagrin, qui nous pousse à accepter des boulots de dépannage. C'est en nous coupant les vivres que les nouvelles mesures sont censées nous inciter à nous fixer... dans un contexte où les boulots stables sont rares.

Et si on a le malheur de démissionner, c'est toute la période d'affiliation précédente qui compte pour du beurre : une seule démission et les compteurs sont remis à zéro. Une démission, c'est une de trop !

C'est ainsi qu'ignorant à l'époque cette disposition et ayant rompu un CDI au bout de huit jours, il m'a ensuite fallu attendre d'avoir retravaillé plus de 507 heures dans les 6 mois qui ont suivi pour rouvrir mes droits. Et cela bien que totalisant 1 550 heures d'affiliation avant ma démission.

Je touche donc actuellement l'allocation de base exceptionnelle d'environ 100 francs par jour (30,3% du salaire journalier de référence plus 39,55 francs par jour). Je totalise pourtant à présent sur 2 ans et 8 mois moins 1 an d'armée, soit pour 1 an et 8 mois de travail, plus de 2 300 heures. Je ne suis indemnisé que pour une durée de 770 heures d'affiliation au cours des 6 derniers mois, soit le tiers de la durée réelle de travail effectué. Alors que si l'ensemble avait été pris en compte je pouvais prétendre à une allocation de base qui dans mon cas serait 40,4% du salaire de référence plus 52,73 francs.

L'Assedic est en train de revoir mon dossier après réclamation, c'est-à-dire qu'il vont farfouiller pour décider si je suis ou non trop payé. Quand on pense que les ministres, quelle que soit leur précarité au gouvernement ou le motif de leur "fin de contrat", conservent leur salaire à vie !

M. B. (Paris)

Sola / Gamma

PROFIT INTÉRIMAIRE EXPLOITEURS DE TOUJOURS

La société de travail temporaire RMO a été déclarée en faillite, alors que les intérimaires qui travaillaient pour elle n'ont pas été payés en juin.

Le travail temporaire a engraissé des sociétés qui se sont multipliées d'autant plus facilement que le chômage permettait de faire pression sur les conditions d'embauche. Mais aujourd'hui où les entreprises licencient en masse et ne recourent même plus au travail temporaire, il y a plus rentable pour le capital.

Même s'il n'y a plus d'argent dans la caisse de certaines entreprises de travail temporaire, les profits passés qui ont enrichi les marchands de main-d'œuvre, sont bien passés quelque part. Pas de raison alors pour que ce soient les travailleurs qui payent.

LUTTE OUVRIERE
(Union Communiste Internationaliste)

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des dirigeants de l'ex-Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Adresser toute correspondance à :
LUTTE OUVRIERE
B.P. 233
75865 PARIS CEDEX 18
FRANCE

La Société d'Editions de Lutte Ouvrière - B.P. 233, 75865 PARIS CEDEX 18 - est une S.A.R.L. au capital de 20 000 F, durée cinquante ans, à partir du 1er janvier 1970.
Gérant : Michel Rodinson.
Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, José Chatroussat.
Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson.
Tirage : 17 000 exemplaires.
Composition : Point-Virgule Photocomposition - Paris.
Impression : Roto de Paris, La Plaine Saint-Denis (Seine-Saint-Denis).
Commission paritaire des publications n° 64 995.

ABONNEMENTS

– **Lutte Ouvrière -** hebdomadaire :
France : 6 mois : 130 F - 1 an : 250 F.
Autres pays, voie ordinaire : 6 mois : 170 F - 1 an : 320 F.

– **Lutte de Classe -** mensuel trilingue en français, anglais et espagnol édité par l'Union Communiste Internationaliste.
France, 1 an : 80 F. – Autres pays, voie ordinaire, 1 an : 95 F.
Pour envois par avion ou sous pli fermé, tarifs sur demande.

BULLETIN D'ABONNEMENT

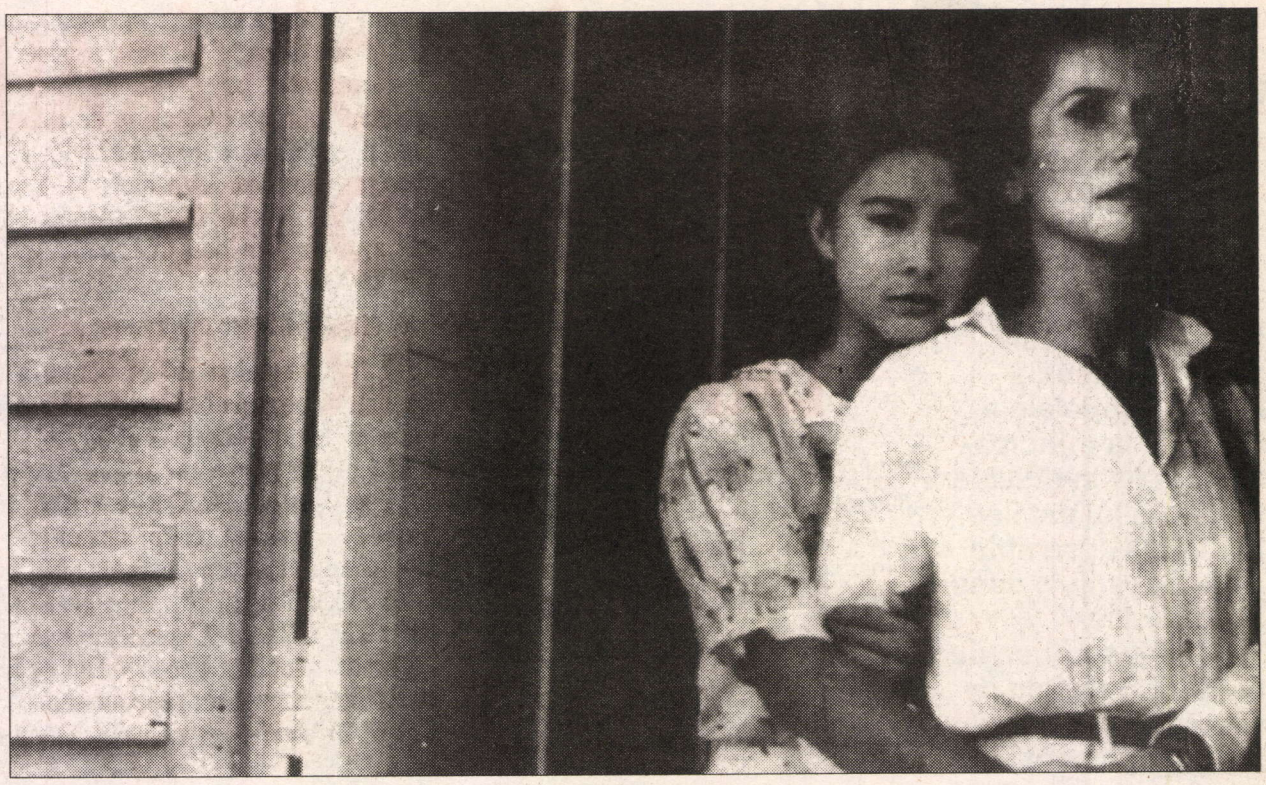
NOM : .....
PRENOM : .....
ADRESSE : .....
CODE POSTAL et VILLE : .....
COMPLEMENT D'ADRESSE : .....
Je m'abonne à : **LUTTE OUVRIERE - LUTTE DE CLASSE,** pour une durée de : .....
(rayer la mention inutile).
Ci-joint la somme de : .....
Règlement : - par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON,
- par virement postal à MICHEL RODINSON CCP 6 851 10 R - PARIS

Indochine

de

Régis Wargnier

avec Catherine Deneuve



Ce film nous ramène soixante ans en arrière, quand le Vietnam était encore la colonie française d'Indochine. Fidèle dans sa forme à l'histoire officielle et aux films de l'époque, *Indochine* met en scène le gratin du petit milieu colonial français de Saïgon avec ses types, sa hiérarchie, ses codes, son luxe.

Le milieu des colons enrichis par l'exploitation des plantations d'hévéas et de la main-d'œuvre coloniale est représenté principalement par Eliane - interprétée par Catherine Deneuve - une maîtresse femme. C'est elle qui fait marcher la plantation mieux qu'un homme (en l'occurrence mieux que l'homme de la maison : son père), elle qui excerce paternellement son autorité sur les coolies qu'elle fouette elle-même à l'occasion. C'est elle encore, la femme fatale, qui fait tourner les têtes des mâles de la colonie, dont celle du chef de la sûreté Guy, interprété par Jean Yanne, un flic lucide, cynique et sans scrupule mais que la belle Eliane sait attendrir.

Née en Indochine, Eliane se sent une "asiate", elle a adopté Camille, la fille d'amis à elle, morts accidentellement, une princesse d'Annam, la seule héroïne "exotique" dans ce monde d'Européens. Survient Jean-Baptiste, un bel officier de marine. Breton tout droit sorti des romans de Pierre Loti, jeune, aventureux, il séduit coup sur coup la mère et la fille.

Ce qui pourrait n'être qu'un drame bourgeois sans doute réussi mais somme toute assez banal se complique, la vieille société coloniale qui se croyait éternelle se désagrège au vent de l'histoire. La société va basculer, la révolte contre le colonialisme monte, encouragée par un jeune Parti Communiste.

Camille, la princesse d'Annam bien qu'éduquée "à la française" est bientôt renvoyée à sa condition d'indigène par l'armée française. Son fiancé, un cousin à qui elle a été destinée depuis sa plus tendre enfance selon la coutume, a rejoint les rangs du PC vietnamien. Le mélodrame devient fresque historique. La misère, l'oppression coloniale et la révolte qu'elles suscitent emportent les personnages dans le tourbillon qui traverse le pays du sud au nord. L'histoire proprement dite n'est qu'esquissée avec cependant de très belles images... celle de l'aube se levant dans les plantations d'hévéas, ou encore le ballet fantastique des jonques au crépuscule dans la magnifique baie d'Ha Long, des images à la beauté trompeuse où l'on ne peut cependant se complaire trop longuement, car la violence et l'oppression ne restent jamais bien longtemps cachées, derrière chaque plan, chaque scène, elles surgissent.

Cela vaut d'ailleurs des scènes féroces et drôles comme la première étreinte entre Eliane et Jean-Baptiste dans la voiture de maître pendant que le chauffeur - indien -, prié de s'arrêter et de sortir, attend dignement sous la pluie, ou encore l'algarade entre Eliane et Yvette, la femme du régisseur qu'Eliane vient de renvoyer, qui balance froidement à sa patronne : *"C'est pas beau d'être si beau quand on n'a pas de beauté"* ...

L'ensemble manque sans doute un peu de souffle, mais si on n'est pas absolument rétif au mélodrame, *Indochine* offre trois heures d'un spectacle où l'on ne décroche pas.

Cécile Bernier

Cadences

de

Martin Sheen

Ce film qui traite de l'armée des Etats-Unis n'est en rien une histoire de guerre. Le héros, Bean, ("haricot" en français), fils d'un postier, a fini par s'engager suite à ses échecs scolaires. Il est stationné en Allemagne en 1965 ; c'est l'époque où les Etats-Unis s'enfoncent de plus en plus dans la guerre du Vietnam et sont marqués par le mouvement noir.

Après la mort de son père, Bean décide de quitter l'armée. Il accumule les actes d'indiscipline. Mais on n'échappe pas comme on veut à l'étreinte de la "grande muette", et Bean ne récolte qu'une peine d'emprisonnement en camp militaire. Lui qui ne voulait plus obéir doit alors faire avec une discipline beaucoup plus stricte. Il se heurte tout de suite au chef du camp, sous-officier dur et à moitié sadique, qui sait y faire pour briser les soldats, pour leur faire comprendre que le mieux est encore de jouer le jeu. Il place Bean, le rétif, au milieu des prisonniers noirs.

Tout d'un coup Bean se retrouve à côtoyer un milieu qui lui était inconnu. Les Noirs sont victimes du racisme dans l'armée, comme dans l'ensemble de la société nord-américaine. De plus, ceux avec qui il doit vivre sont tous condamnés à de lourdes peines. Si dans une large mesure ils acceptent le système, ils résistent à leur manière. Puis ils vivent au diapason des révoltes de la communauté noire des Etats-Unis, des émeutes, des prises de position de Malcolm X ou de Cassius Clay. Dans le camp, tout leur est bon pour marquer leur volonté de résistance, le sport, la musique, l'humour (il faut voir leur interprétation blues du pas cadencé !) et surtout ils sont solidaires. Bean, isolé de fait et individualiste au fond, découvre d'autres relations et d'autres problèmes.

Il finit par choisir le camp des Noirs, ce qui n'était pas évident pour lui, il rejoint ainsi le camp d'opprimés qui ne se laissent pas toujours faire.

Ce film témoigne à sa façon que l'armée américaine malgré sa haute technicité ne fabrique pas que des bons petits soldats disciplinés et prêts à toutes les sales besognes, au contraire dans les périodes de crise sociale, de guerre, elle secrète aussi ses contingents de révoltés.

Frédéric Gesrol

Reprise

Jugement à Nuremberg

de Stanley Kramer

Tourné en noir et blanc en 1961, ce film vient de ressortir cet été. Le metteur en scène a reconstitué non pas le principal procès de Nuremberg mais l'un de ceux où furent jugés des seconds couteaux du régime nazi. Ces procès devaient parachever la victoire des alliés occidentaux et soviétiques contre le Troisième Reich et ses compères.

Même s'il faut pouvoir supporter de suivre près de trois heures de débat procédurier, ce film ne manque pas de souffle et d'intérêt. Pour plaider sa thèse, le metteur en scène a réuni une pléiade de vedettes de l'époque : Spencer Tracy (le juge), Burt Lancaster (ancien ministre nazi de la Justice dans le box des accusés), Marlène Dietrich (veuve d'un très aristocratique général pro-nazi pendu lors d'un précédent procès), Richard Widmark (le procureur), Maximilien Schell (l'avocat des nazis), Montgomery Clift et Judy Garland (deux témoins à charge).

Le spectateur a bien sûr devant lui des éléments pour juger ce que fut le régime nazi, notamment quelques-uns des films tournés au moment où les troupes anglo-américaines arrivèrent dans les camps de concentration, mais aussi des témoignages et même le système de défense choquant adopté par l'avocat. Mais bientôt, on réalise que punir les nazis n'est pas vraiment le problème des grandes puissances occidentales.

Le procès se déroule en 1948. La guerre froide s'engage. Les préoccupations politiques du camp occidental ont changé. Le nouvel adversaire, c'est l'allié d'hier, l'Union Soviétique, "la menace communiste". Du coup, pour les autorités américaines, les anciens nazis, blanchis, peuvent devenir des alliés précieux. Est-ce que le petit juge débarqué du fin fond de l'Amérique profonde saura comprendre ces préoccupations nouvelles, s'interroge un officier supérieur américain...

Si ce film dénonce la barbarie nazie, il attaque aussi les calculs politiques de l'après-guerre et leurs conséquences : la guerre froide a entraîné un durcissement du régime intérieur des Etats-Unis. N'oublions pas qu'en 1961, quand le film fut tourné, les Etats-Unis sortaient des années noires du maccarthysme dont il constitue aussi une critique en quelque sorte rétroactive.

Cela dit, Stanley Kramer, qui défend ici la démocratie bourgeoise avec un grand D, ne s'est certainement pas fait violence pour mettre dans son film un grain d'anticommunisme ordinaire.

Jacques Fontenoy

Afrique du Sud

LA GRÈVE GÉNÉRALE DE DEUX JOURS LANCÉE PAR L'ANC

AFP

La poignée de main De Klerk -Mandela scellant les premières discussions sur la fin de l''Apartheid. C'était il y a plus de deux, en mai 1990.

La grève générale des 3 et 4 août, à laquelle appelaient l'ANC et la principale centrale syndicale noire qui lui est liée, la COSATU, semble avoir été suivie dans les grandes Townships noires du pays. Impossible de savoir, évidemment, si ceux qui sont restés chez eux l'ont fait par solidarité avec l'ANC et ses revendications, ou par peur des représailles, de cette dernière ou plus vraisemblablement des flics du pouvoir blanc. Car encore une fois, les heurts ont été sanglants et le premier jour de la grève, on déclarait déjà 34 morts. Depuis maintenant plus de deux ans que le chef du gouvernement, De Klerk, a libéré Mandela et les principaux dirigeants de l'ANC, qu'il a annoncé la fin de l'Apar theid et pris des mesures déségrationnistes, la situation n'a pas beaucoup changé pour les masses noires. Ni la violence, surtout policière, qui a fait au total 7 000 morts recensés en deux ans. Ni le régime politique, ni évidemment la situation sociale.

De la rupture des négociations à la grève générale

Les négociations sur les modalités de mise en place du futur régime non racial entre le gouvernement et les organisations noires traînent en longueur. La campagne d'actions de l'ANC, qui a culminé dans cette grève, avait pour but d'exiger l'instauration d'un gouvernement intérimaire avec participation de Noirs et l'élection d'une Assemblée constituante d'ici la fin de l'année.

Le massacre du 17 juin dernier à Boipatong, un des ghettos noirs de Johannesburg, perpétré dès le lancement par l'ANC de sa campagne, aggravait la situation : 39 personnes avaient été tuées lors d'un raid sanglant mené par des partisans de l'Inkhata, organisation rivale de l'ANC dirigée par le leader zoulou, Buthelezi, qui auraient été, selon de nombreux témoignages, épaulés par la police. Le président De Klerk venu sur place présenter ses condoléances aux familles s'était vu chassé à coups de pierres par la foule, et la police ouvrait le feu, faisant trois nouveaux morts.

Le ton ne pouvait alors que monter entre l'ANC et le gouvernement. L'ANC annonçait qu'elle suspendait toute négociation avec le gouvernement et accusait le gouvernement d'être directement responsable du massacre ; certains dirigeants de l'ANC parlaient même de lutter pour le renversement du gouvernement De Klerk. Le gouvernement, pour sa part qualifiait la grève générale qui devait clôturer la campagne d'action de l'ANC de "grève insurrectionnelle".

Mais ni l'ANC, ni le gouvernement ne cherchait réellement l'affrontement. Avant la grève, le leader de l'ANC, Mandela, avait tenu à refroidir ses troupes en rappelant qu'il *"n'était pas question de grève insurrectionnelle"*, et un autre haut responsable de l'ANC avertissait, la veille du déclenchement de la grève, que *"n'importe quel de nos membres qui aura recours à la violence sera chassé de l'ANC"*. Cela dit, ni De Klerk ni Mandela ne sont non plus entièrement maîtres du jeu.

Le poids des petits Blancs et des flics racistes...

Derrière le président De Klerk, leader actuel du Parti National qui avait en 1948 institué l'Apartheid, la grande bourgeoisie sud-africaine, poussée à cela par ses alliés, et notamment le gouvernement américain, cherche aujourd'hui à en finir avec ce régime de ségrégation raciale et politique. Mais le gouvernement affronte différents problèmes. A commencer par le plus spectaculaire, si ce n'est le plus important, qui est l'arriération et l'imbécillité des "petits Blancs" et de cet appareil policier bestial et raciste bien à leur image. C'est évidemment une sacrée force d'inertie et de frappe que De Klerk et d'autres ne peuvent pas si facilement amener à composer.

L'ANC reproche à De Klerk de fermer les yeux sur les crimes et abus de sa police. Certes. Mais si le gouvernement est - ou se dit - paralysé face aux extrémistes de son propre appareil policier, c'est que De Klerk et la bourgeoisie sud-africaine dans son ensemble ne veulent pas non plus le détruire. Ils en ont toujours besoin, même si c'est pour un usage légèrement différent, même si ce n'est plus pour maintenir leur domination de caste blanche, mais leur exploitation de classe bourgeoise.

...et celui des calculs politiciens

Mais il y a probablement une autre raison pour laquelle De Klerk ne se presse pas pour aller vers les élections générales et "égales" qui enterreraient définitivement l'Apartheid. Il en est partisan. Mais pas à n'importe quelle condition, et sur la base d'un rapport de forces qui pourrait lui assurer, à lui et à ses amis politiques d'une mouvance qui serait le pendant des grands partis libéraux de droite des pays occidentaux, le maximum de poids. C'est-à-dire de bulletins de vote. C'est-à-dire de votes de Noirs qui représentent - il ne faut pas l'oublier - les quatre cinquièmes du futur électorat du pays. Et pourquoi pas ? De Klerk et la bourgeoisie libérale sud-africaine ne sont certainement pas de ceux qui s'apprêtent à dérouler un tapis rouge devant l'ANC, pour lui laisser la majorité dans des chambres ou au gouvernement. Si De Klerk a trouvé avec Mandela et d'autres démocrates bourgeois une base de discussion pour les changements politiques à venir, tout ce beau monde politique reste bel et bien adversaire. Et si l'ANC pouvait perdre du crédit au sein de la population noire, parmi la frange de Noirs des ghettos las des manifestations, grèves ou violences qu'ils peuvent reprocher à tort ou à raison à l'ANC (ou à la guerre entre l'ANC et l'Inkatha de Buthelezi, ou à d'autres mouvements nationalistes noirs aussi), alors De Klerk aurait marqué quelques points. Et il est certain qu'il veut en comptabiliser le maximum pour le courant qu'il représente politiquement et socialement.

C'est ce qui explique aussi cette alternance de négociations et de bras de fer entre le gouvernement De Klerk et l'ANC. Où tous deux cherchent de fait une issue commune, mais où tous s'affrontent et cherchent le meilleur rapport de force pour les échéances politiques - et même politiciennes - futures.

C'est pour cela aussi que des milliers de Sud-Africains noirs meurent.

Olivier BELIN

AFP

Deux habitants de Boipatong veillant une enfant tué lors d'un raid sur ce ghetto en juin dernier.

Somalie

LA MORT TÉLÉVISÉE

La population de Somalie crève de faim. La faute à la guerre civile nous dit-on. Mais les bandes rivales, armées jusqu'aux dents avec des engins modernes, ne sont pas sorties de terre par miracle. Les grandes puissances les ont entretenues et armées, tant que le conflit Est-Ouest était à l'ordre du jour, comme dans tout le continent africain. Seulement aujourd'hui, ça ne les intéresse plus, alors les Somaliens peuvent crever en direct sur toutes les télévisions du monde.

AFP

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 64-995